



144 boulevard de la Villette 75019 Paris  
01 58 39 30 17/ Fax 01 43 67 62 14  
Paris, le 20 janvier 2010

**Fonction publique et Assimilés**

**Non, Monsieur le Ministre**

**Ce n'est pas de la négociation...c'est de la provocation !**

Certains fonctionnaires ont peut-être entendu, ce matin à 7 H 50, le Ministre de la Fonction Publique s'exprimer à la télévision dans l'émission : « les quatre vérités », sur la situation économique et budgétaire de la France mais aussi sur les suppressions de postes dans la Fonction Publique et sur la grève programmée pour demain, 21 janvier.

A la question du journaliste demandant s'il y avait des négociations, la réponse d'Eric Woerth, a été édifiante :

*« on négocie sans arrêt. On négocie et plus que ça, on dialogue. Le dialogue social est important et dense...Mais il faut réformer les services publics pour qu'ils soient moins coûteux et plus performants »*

Non, Monsieur le Ministre, il n'y a jamais de négociation sur les suppressions d'emplois et sur les réformes qui mettent en danger les missions et l'exercice de ces missions de services publics. Solidaires vous a, notamment, demandé à plusieurs reprises :

- un moratoire sur les suppressions d'emplois,
- l'arrêt de ces suppressions de postes,
- l'arrêt immédiat des fusions, restructurations, délocalisations et fermetures massives de services et toutes fausses économies décidées dans le cadre de la Réorganisation territoriale de l'état et de la RGPP,
- l'attribution des moyens nécessaires à l'exercice d'un service public de qualité et de proximité répondant aux besoins de la population et à l'amélioration des conditions de travail des agents.

Le Ministre de la Fonction Publique prétend négocier et dialoguer avec les organisations syndicales, mais en toute honnêteté, quelles marges de manœuvre leur laisse t'il sur ces sujets ?

Les annonces sur le nombre de suppressions d'emplois dans la Fonction publique sont connues au moment de la sortie du projet de loi de finances et nul retour en arrière n'est envisagé !

Les dossiers de réformes sont présentés, certes à l'occasion de multiples réunions en tout genre, mais tout est déjà cadré et un retour en arrière présenté comme quasi-impossible. Nous avons tous en mémoire, l'épisode du projet de création des Directions Départementales interministérielles, qui devait faire l'objet de discussion avec le représentant de la MIRATE mais qui était déjà, pour visa, en Conseil d'Etat.

**La conception de la négociation et du dialogue social du Ministre,  
n'est pas la nôtre.**

**Ce n'est pas non plus celle des fonctionnaires  
qui demain, 21 janvier, seront en grève et en manifestations.**